

Les langues de feu : les flammes de la haine dans le tissu de la démocratie.

L'impact du discours de haine sur les politiques de genre et les défenseuses des femmes en Argentine

SOMMAIRE

- 3 INTRODUCTION.
Le discours de haine: définition et articulation avec la législation sur les droits humains
- 4 Discours de haine et discrimination structurelle
- 5 Discours de haine contre les politiques d'égalité de genre
- 9 Discours de haine contre les droits sexuels et reproductifs
- 12 Les défenseuses des droits sexuels et reproductifs et de la diversité comme cibles des discours de haine
- 14 Déclaration de guerre contre l'éducation complète à la sexualité
- 16 Discours de haine contre l'interruption volontaire de grossesse
Le discours de haine comme stratégie de fragmentation et d'isolement
- 17 Discours de haine et réduction forcée au silence
- 18 Défenseuses des droits sexuels et reproductifs, le discours de haine et l'accès à la justice
- 22 La diversité existe
- 24 Du discours de haine au crime de haine
- 26 Le handicap n'est pas une insulte
- 28 Le discours de haine de Milei à l'encontre d'artistes féminines populaires
- 30 Remarques finales
- 31 Références bibliographiques
- 32 Sources

Introduction

Le discours de haine: définition et articulation avec la législation sur les droits humains

« Le discours de haine est toute forme de communication par la parole, l'écrit ou le comportement qui constitue une attaque ou utilise un langage désobligeant ou discriminatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe en raison de ce qu'elles sont ou, en d'autres termes, en raison de leur religion, de leur appartenance ethnique, de leur nationalité, de leur race, de leur couleur, de leur ascendance, de leur sexe ou d'une autre identité. »

3

Cette définition, tirée de la « Stratégie et plan d'action des Nations unies pour la lutte contre les discours de haine » (2019)¹ encadre l'approche adoptée dans les pages qui suivent. Si ce même document prévient qu'il n'existe pas de définition juridique internationale, il note également que le discours de haine « est enraciné dans le sectarisme et la haine ou les générations et, dans certains contextes, peut être avilissant et source de division ».

Dans le même esprit, d'autres déclarations d'organismes internationaux peuvent être regroupées ici, comme l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)²; artículo 13 de la Convención Americana sobre Derechos Humanos (Pacto de San José)³, entre otros. l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD)³; l'article 13 de la Convention américaine relative aux droits humains (Pacte de San José)⁴, entre autres.

Au niveau local, la loi 23.592 sur les actes discriminatoires⁵ et l'article 212 du Code pénal prévoient des sanctions pour ceux qui incitent publiquement à la violence collective contre des personnes ou des institutions pour des motifs de haine. En outre, la loi 26.486⁶, sur la protection intégrale pour prévenir, punir et éradiquer la violence à l'égard des femmes, qui intègre les typologies symboliques et médiatiques en tant que formes spécifiques de violence, se distingue. En octobre 2023, la loi Olympia n° 27.7367 a été sanctionnée, intégrant la violence numérique aux modalités de violence de genre reconnues dans la loi n° 26.485, et établissant la nécessité de mettre en œuvre des politiques publiques qui intègrent des droits et des garanties minimales de procédures judiciaires et administratives pour les cas de violence de genre dans ce domaine.

Enfin, l'Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme de l'Argentine (INADI) a fourni des publications et des recommandations pour la prévention. La publication « Discours de haine et démocratie, une approche du point de vue des droits humains »⁸ est remarquable à cet égard.

En résumé, les traités internationaux, les réglementations locales et les contributions d'organismes publics tels que l'INADI forment un cadre juridique visant à prévenir et à pénaliser le discours de haine. Cependant, le contexte sociopolitique actuel et le débat public vont dans la direction opposée. La suppression de l'INADI par le gouvernement national est un exemple qui préfigure l'état des choses dans le pays.

Discours de haine et discrimination structurelle

Parallèlement à l'émergence des mouvements conservateurs de droite et d'extrême droite, les discours de haine ont été consolidés ces dernières années en tant que langage propre dans les récits publics. Ce processus, favorisé et amplifié par les réseaux sociaux, s'est naturalisé dans la vie quotidienne comme un phénomène mondial qui a également son chapitre en Argentine.

En 2019, l'Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme (INADI) a présenté la Carte nationale de la discrimination, un rapport sur les perceptions, les expériences et les pratiques discriminatoires en Argentine⁹.

Le rapport révèle que 72 % des personnes interrogées ont fait l'expérience de la discrimination, soit directement, soit en assistant ces actes contre d'autres. Cela représente une augmentation par rapport aux 65 % de 2013. Parmi les 18-29 ans, ce pourcentage atteint 82 %. En outre, 44 % ont déclaré avoir subi une discrimination directe, soit une augmentation de 11 % par rapport aux données de 2013.

L'enquête identifie trois domaines principaux de discrimination : d'abord le racisme structurel, ensuite le genre et enfin la corporéité. Le racisme structurel, qui englobe les discriminations fondées sur la couleur de la peau, la nationalité, le statut socio-économique, le lieu d'origine et l'appartenance ethnoculturelle, apparaît comme le principal type de discrimination. Un doublement des expériences de discrimination liées à des questions esthétiques a également été identifié.

Les données montrent une augmentation considérable de la perception et de l'expérience de la discrimination fondée sur le genre. Quarante-six pour cent des femmes interrogées ont déclaré avoir été victimes de discrimination. Alors qu'en 2013, seules 6 % d'entre elles mentionnaient avoir été victimes de discrimination parce qu'elles étaient une femme, en 2019, ce chiffre a doublé pour atteindre 12 % de l'ensemble des expériences. Si l'on ne prend en compte que les réponses des femmes, le pourcentage passe à 21 %. Le lieu de travail a été identifié par les femmes comme l'endroit où elles sont le plus souvent victimes de discrimination, à 56 %.

Le document révèle également que la population transgenre est l'un des groupes les plus vulnérables : 85 % des personnes interrogées perçoivent des niveaux élevés de discrimination à l'encontre des personnes transgenres, et 76 % ont identifié les gays, les lesbiennes et les bisexuels comme des groupes souffrant également de discrimination.

Un fait important souligné par le rapport est que 36 % des personnes ont identifié la discrimination associée au déni de droits comme un problème pertinent, qui n'est plus perçu comme quelque chose d'ordinaire et de normalisé (en 2013, seuls 12 % étaient dans ce cas). Compte tenu de ce changement de perception sociale, il est essentiel de reconnaître et de traiter la discrimination structurelle, non seulement pour contrer sa normalisation, mais aussi pour favoriser un changement social qui promeut l'inclusion et le respect de la diversité.

Ce rapport de l'INADI fournit un contexte factuel qui révèle l'ampleur de la discrimination structurelle qui persiste dans la société et préfigure un scénario dans lequel le discours de haine trouve un terrain fertile pour se répandre dans les récits sociaux et politiques. Dans ce contexte, la consolidation du discours de haine montre comment les messages d'exclusion et de haine, légitimés et amplifiés par les environnements numériques et sociaux, non seulement se nourrissent de contextes de discrimination profondément enracinés, mais les reflètent et les reproduisent.

5

Discours de haine contre les politiques d'égalité de genre

Gráfico 1. Désinformation et discours de haine contre les politiques d'égalité de genre



Bien qu'il ne soit pas possible de considérer le discours de haine comme une nouveauté dans le contexte local, il est pertinent d'identifier ses propres caractéristiques et nuances. Ce qui est essentiel ici est que le discours de haine, qui dans le passé était perçu comme marginal, a trouvé un canal institutionnel : il est produit et reproduit par l'État.

Cette circonstance rend l'analyse et l'approche plus complexes, car la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et les divisions et tensions entre les acteur.trice.s sociaux.ales proviennent de ceux qui devraient préserver la paix sociale et la coexistence démocratique.

Avant d'accéder à la présidence, Javier Milei se caractérisait par une rhétorique agressive, voire violente, utilisant un langage vulgaire et des insultes à l'encontre de ses adversaires politiques et de personnalités publiques. Loin de s'atténuer, ce trait s'est accentué au cours de son mandat, marqué par une confrontation permanente et l'utilisation du récit officiel pour désigner certains groupes comme « ennemis » ou « responsables » des problèmes du pays. Cette validation de la violence verbale et des discours de haine comme outils du débat public construit le sens, renforce les préjugés, encourage et permet la violence symbolique et même, dans certains cas, la violence physique à l'encontre des secteurs ciblés.

Un autre aspect à considérer est la combinaison du discours de haine avec la désinformation et la propagation des informations fallacieuses, éléments clés de la stratégie de communication du gouvernement. Cette méthode, prolifique sur les réseaux sociaux et soutenue par des communiqués et des porte-parole officiels, amplifie les messages de haine, en désignant et en attaquant des acteur.trice.s et des secteurs qui subissent également l'impact de ses politiques.

Le discours de haine devient ainsi un élément central de la politique officielle, dépassant le cadre strictement communicationnel. Le danger dépasse le cadre discursif : le discours de haine justifie des pratiques autoritaires et légitime des politiques régressives qui portent atteinte aux droits de divers secteurs, en particulier des minorités les plus vulnérables.

En Argentine, cette dérive vers des politiques régressives a eu un fort impact sur les politiques de genre, qui ont nécessité des années de lutte de la part des organisations féministes et de la population LGBTIQ+. Le discours officiel disqualifie toute politique en la cataloguant comme une « idéologie du genre », une construction discursive à charge négative à laquelle il a constamment recours et qui, selon sa logique, suffit à délégitimer toute initiative.

Un précédent pertinent a eu lieu en octobre 2022, lorsque Javier Milei, alors député, a participé à un événement organisé à Madrid par le parti d'extrême droite VOX. Dans son discours, il a attaqué les politiques en faveur de l'égalité de genre, du langage inclusif et de l'agenda environnemental, les accusant de « détruire les valeurs de la société ».

Cette position, conforme à celle d'autres secteurs de l'extrême droite mondiale, est restée dans son discours et s'est intensifiée au cours de son mandat. En août dernier, le ministre de la justice, Mariano Cuneo Libarona, a renforcé cette ligne en niant l'existence de la diversité sexuelle et de la violence à l'égard des femmes, sans préciser comment les politiques d'égalité de genre allaient se poursuivre. Le porte-parole présidentiel Manuel Adorni a soutenu ces positions, associant ces politiques à des « entreprises qui ne défendent personne ».

Les inégalités, la violence et la discrimination structurelle existantes sont systématiquement niées par le gouvernement, qui les place toujours dans le panier de l'« idéologie de genre ». Ce négationnisme configure une réalité discursive qui valide les actions du gouvernement : si la violence et la discrimination basées sur le genre n'existent pas, il n'est pas nécessaire de mettre en place des politiques pour les inverser.

C'est ce qu'illustre le récent vote négatif de l'Argentine sur une résolution Nations unies visant à prévenir et à éliminer la violence à l'égard des femmes. Elle a été le seul pays à rejeter la résolution (170 pays l'ont approuvée et 13 se sont abstenus).

La gestion concrète du gouvernement suit également cette ligne. La suppression du ministère de la femme, du genre et de la diversité, les coupes budgétaires sévères et le démantèlement de programmes clés de lutte contre l'inégalité de genre ont été dénoncés et répudiés par des organisations nationales et internationales telles que la Commission internationale des droits de l'homme (CIDH), l'Organisation des États américains (OEA) et Amnesty International.

« La cuisine de soins », une étude réalisée par le Centre d'études juridiques et sociales (CELS)¹⁰, montre que 86% des politiques de soins sont abandonnées (seules 7 sont en vigueur sur les 49 étudiées).

A l'avenir, la tendance se poursuivra et tendra à s'aggraver. Selon l'analyse budget de l'exécutif pour 2025, réalisée par l'Équipe latinoaméricaine de justice et de genre (ELA) et l'Association civile pour l'égalité et la justice (ACIJ)¹¹, les programmes de prévention et d'assistance face à la violence de genre seront notoirement affectés : budget nul pour le programme Acompañar (Accompagner) et le renforcement de l'ECS, et postes non identifiés pour la ligne 144.

Ces prévisions ne sont pas surprenantes, compte tenu de la gestion de ces programmes : La ligne 144 (pour aider et conseiller les femmes et les LGBTIQ+ dans les situations de violence) a subi d'importantes réductions de personnel, et en ce qui concerne le programme Acompañar (pour le soutien et l'accompagnement des personnes exposées à la violence fondée sur le genre), le gouvernement a réduit de moitié la durée de l'assistance, a restreint l'accès au programme et a ajouté de nouvelles exigences pour en faire la demande. Comme facteur aggravant, le ministre de la Justice, Mariano Cúneo Libarona, a annoncé qu'il inclurait dans le Code pénal des peines d'emprisonnement pour les fausses accusations de violence basée sur le genre.

En conclusion, le gouvernement nie l'existence de la violence de genre, l'associe à des soupçons de corruption, n'assume pas son rôle de promoteur de la prévention et de l'assistance et, plus grave encore, limite l'accès à la justice pour les victimes.

Gráfico 02. Gestion Milei contre les politiques de genre



Género & Sexualidad

La reforma de la Ley Micaela, otro retroceso de derechos en la era de Milei

En presencia de la Nación presentó el mega proyecto Omníbus, que entre sus apartados incluye la modificación de la "Ley Micaela" para permitir la discriminación por género en el trabajo y la salud.

La réforme de la loi Micaela, un autre recul des droits sous l'ère Milei

29 de diciembre de 2023

4 min.



Argentina desconoce hasta la palabra "género" en documentos presentados en la OEA

Paraguay

L'Argentine ignore même le mot « genre » dans les documents présentés à l'OEA

Última actualización: 27/01/2024

Internacional

Argentina castigará con penas de cárcel las denuncias falsas por violencia de género

El ministerio de Justicia argentina

L'Argentine punira les fausses plaintes pour violence de genre par des peines de prison

POLÍTICA

Cúneo Libarona afirmó que las denuncias falsas por violencia de género serán un crimen

En una entrevista realizada durante su Cúneo Libarona a affirmé que les fausses accusations de violence de genre seront un crime ; L'Argentine punira les fausses accusations de violence de genre par des peines d'emprisonnement.

Les modifications de la « loi Micaela » proposées par le gouvernement national de Milei sont rejetées

Rechazan las alteraciones a la "Ley Micaela" que propone el gobierno nacional de Milei

AMÉRICA LATINA >

Argentina se aísla en la OEA por sus objeciones a la agenda de DDHH, Seguridad y Género que la Asamblea General tratará en Asunción

El gobierno de Milei hizo un giro ideológico respecto a la posición habitual del país. L'Argentine s'isole au sein de l'OEA en raison de ses objections à l'agenda des droits humains, de la sécurité et du genre que l'Assemblée générale examinera à Asunción

El Gobierno de Javier Milei desmantela áreas clave para la lucha contra la violencia de género en Argentina

Por Beatriz Fernández Martínez

6 min de lectura · 10:45 ET (14:45 UTC)

Le gouvernement de Javier Milei démantèle des domaines clés pour la lutte contre la violence de genre en Argentine

DERECHOS DESTACADAS

Milei desmanteló el 86% de las políticas de cuidado

octubre 29, 2024

Milei a démantelé 86% des politiques de soins

El año pasado, y por impulso de nuestro país, paradójicamente, la Asamblea General de las Naciones Unidas decidió proclamar el 29 de octubre como Día Internacional de los Cuidados y el Apoyo. A casi un año de esa proclama, el gobierno libertario ya le pasó la motosierra al 86% de las políticas de cuidado que supimos conseguir.

Ileana Manucci

Discours de haine contre les droits sexuels et reproductifs

Gráfico 3. Désinformation et discours de haine contre les droits sexuels et reproductifs

The collage illustrates various instances of anti-ESI discourse:

- Javier Milei denunció que la ESI es un plan para "eliminar a los seres humanos"**: A screenshot from El Cronista's website shows Milei's claim that ESI is a plan to eliminate humans.
- MILEI PROPUZO ELIMINAR LA ESI: "ES UN MECANISMO QUE LE DEFORMA LA CABEZA A LA GENTE"**: Another El Cronista article from 2023 discusses Milei's proposal to eliminate ESI.
- "Bertie" Benegas Lynch: "Que los padres financien la ESI y les pasen las partes por la cara a sus hijos"**: An article from El País about Bertie Benegas Lynch's comments on parents funding ESI.
- Los tuits de Victoria Villarruel: "Pobres, medio analfabetos pero sabiendo como hacer sexo anal desde la niñez..."**: A screenshot of Victoria Villarruel's tweets, including one comparing her to a poor, semi-literate person who knows how to do anal sex since childhood.
- "Deforma la cabeza"**: A video still from TN showing Milei speaking, with a caption translating his statement as "Deforms the head".
- Según Milei, la ESI es un plan para "eliminar a los seres humanos"**: A screenshot from a news article on 19 mai 2023, reiterating Milei's claim about ESI being a plan to eliminate humans.

La position négationniste adoptée par le gouvernement national à l'égard des inégalités et de la violence de genre s'est traduite par des campagnes de désinformation et d'incitation à la haine particulièrement virulentes à l'égard des droits sexuels et reproductifs (DSR). Depuis sa création, la mise en œuvre de l'éducation complète à la sexualité (ECS) a été une cible constante de la désinformation, même avant l'arrivée de Javier Milei à la présidence.

Le rapport Educación Sexual Integral, Desinformaciones difundidas durante las elecciones argentinas de 2023 (Éducation sexuelle intégrale, désinformation diffusée pendant les élections argentines de 2023), produit par l'ELA et Chequeado.com¹², offre un aperçu détaillé des campagnes de désinformation liées à l'éducation complète à la sexualité pendant le processus électoral, en avertissant que ce phénomène n'est pas exclusif à l'Argentine : une recherche de 2019 a révélé comment la même désinformation peut être reproduite dans différents pays d'Amérique latine, sous l'impulsion de groupes « pro-vie », religieux, gouvernementaux et de personnalités publiques ; en 2023, une autre étude a montré que ces acteur.trice.s opèrent de manière transnationale, en utilisant des stratégies communes en Amérique latine, aux États-Unis et en Espagne.

L'étude de l'ELA note qu'en Argentine, des récits de désinformation ont circulé contre l'ECS avec des affirmations telles que:

- > « L'ECS est un abus sexuel institutionnalisé à l'égard des enfants. »
- > « L'ECS est un outil d'endoctrinement idéologique. »
- > « L'ECS promeut l'homosexualisation des enfants. »
- > « L'ECS utilise du matériel inadapté à l'âge des élèves. »
- > « L'ECS est un mécanisme qui 'lave le cerveau' avec une idéologie sexuelle. »
- > « L'ECS promeut la pédophilie et le contrôle de la population. »
- > « L'ECS devrait être basée uniquement sur le contenu biologique, et non sur le contenu idéologique. »

Parmi les principaux.ales promoteur.trice.s de ces récits figurent des représentant.e.s du gouvernement, notamment la vice-présidente, Victoria Villarruel, qui a qualifié l'ECS d'« endoctrinement idéologique ».

En novembre dernier, la vice-présidente a insisté sur sa remise en question de l'ECS en critiquant le gouverneur de la province de Buenos Aires, Axel Kicillof, pour avoir lu « Cometerra », une œuvre de l'écrivaine argentine Dolores Reyes, remise en question par des secteurs conservateurs qui décontextualisent certains passages à contenu sexuel. « Ils exaltent la pédophilie et sexualisent les enfants, Kicillof », a déclaré M. Villarruel.

Il convient de rappeler que la vice-présidente ne s'est pas exprimée lorsque son colistier a utilisé à plusieurs reprises des références à la pédophilie, a abusé des enfants et a même fait des « blagues » sexuelles avec le membre viril d'un âne lors d'un discours à l'école présidentielle.

Pour sa part, le président Javier Milei a renforcé cette position anti-ECS par des déclarations telles que :

- > « L'ECS est un type d'endoctrinement et fait partie de l'agenda postmarxiste. »
- > « Il ne devrait pas s'agir de quelque chose d'obligatoire utilisée pour endoctriner. »
- > « Cet agenda postmarxiste a à voir avec la destruction du noyau social le plus important au sein de la société, qui est la famille »
- > « L'ECS est un plan visant à éliminer les êtres humains ».

En fait, la santé sexuelle et reproductive des filles, des adolescentes, des femmes et des personnes issues de la diversité est loin d'être une priorité. Jusqu'à présent, dans le cadre de leur mandat, les allocations pour l'ECS ont été réduites, et il est prévu de ne pas allouer de fonds pour sa mise en œuvre en 2025, selon l'analyse budgétaire de l'ELA et de l'ACIJ¹¹.

En outre, d'autres programmes clés ont été supprimés, comme le Plan pour la prévention des grossesses non désirées chez les adolescents (ENIA), qui a subi d'importantes réductions et suppressions de fonds, avec un budget prévisionnel pour l'année prochaine qui représente une baisse de 27 % par rapport au budget actuel et une baisse de 78 % par rapport à 2023. Cette situation est d'autant plus grave que la mise en œuvre du plan ENIA a permis de réduire le taux de fécondité des filles et des adolescentes âgées de 10 à 19 ans de 49 % entre 2018 et 2021, ce qui en fait un modèle de politique publique.

De surcroît, le Front national pour la santé des personnes atteintes du VIH a dénoncé une pénurie de médicaments et de réactifs pour leur traitement. La situation pourrait s'aggraver en 2025 : le rapport de FUNDHEG : VIH : situation alarmante en Argentine¹³, fait état d'une réduction budgétaire de 76% pour la Direction de la réponse au VIH, aux IST, à l'hépatite virale et à la tuberculose. En outre, en réponse à une demande d'information publique formulée par un journal, on a appris que le gouvernement n'avait distribué que 2 % des préservatifs gratuits disponibles, sans procéder à de nouveaux achats.

11

Gráfico 4. La gestion de Milei contre les droits sexuels et reproductifs



Les défenseuses des droits sexuels et reproductifs et de la diversité comme cibles des discours de haine

« J'ai dû fermer mes comptes de médias sociaux et éviter de participer à des événements publics. Je crains pour ma sécurité et celle de ma famille. »

« Nous sommes plus seules qu'avant et la délégitimation est constante. »

« J'ai perdu des collaborations et des opportunités d'emploi. Beaucoup de mes contacts ont cessé de communiquer avec moi par crainte de représailles. »

« Sur les réseaux sociaux, j'ai été attaquée à plusieurs reprises pour ma position en faveur d'un avortement sécurisé, légal et gratuit. »

« Il m'arrive souvent de m'autocensurer, de ne pas participer au débat public parce que je sais que cela m'attirera un barrage de discours violents. »

« C'est comme une déclaration de guerre ouverte à l'ECS. »

12



Dans ce panorama de confrontation, où l'attaque frontale contre les droits et la diversité des femmes est officielle, les défenseuses des droits sexuels et reproductifs deviennent la cible d'une violence encouragée par l'État. La lutte des défenseuses de l'égalité et de la justice dans les provinces argentines est -



« Ces derniers temps, j'ai également ressenti la fragmentation et l'isolement des organisations féministes. »

« Sur les réseaux sociaux, j'ai été attaquée à plusieurs reprises pour ma position en faveur d'un avortement sécurisé, légal et gratuit. »

« Les choses qui se passent sur les réseaux ne restent pas toujours sur les réseaux, et cela m'a affectée, ainsi que mon entourage. »



« Nous avons été touchées au quotidien, dans des institutions publiques où, une fois de plus, on nous refuse notre identité. »

« La diversité existe, les femmes trans existent, et elles vont devoir changer leur système politique pour vivre dans un monde sans haine. »



confrontée à un défi de plus en plus complexe : le harcèlement et la délégitimation systématique par le biais d'un discours de haine visant à les réduire au silence et à les terroriser (pour garantir leur sécurité, certaines identités ont été protégées et des pseudonymes ont été utilisés).

Déclaration de guerre contre l'éducation complète à la sexualité

Leny Cáceres journaliste, féministe et abolitionniste, directrice du Diario Digital Femenino à Neuquén, raconte comment les attaques se produisent:

« Dans notre journal, les attaques ne sont pas tant personnelles que dirigées contre les questions que nous abordons, en particulier lorsque nous parlons d'ECS et de DSR. L'émergence d'une ONG comme Teen STAR, ayant des liens avec des groupes conservateurs, a intensifié les discours de haine dans les commentaires et sur les réseaux sociaux. C'est comme s'ils déclaraient une guerre ouverte à l'ECS. »

Leny souligne que ces attaques ne sont pas isolées, mais qu'elles font partie d'une stratégie plus large visant à délégitimer les luttes féministes et à créer un climat de polarisation et de peur. « C'est dans ces espaces numériques que se construisent des récits qui cherchent à diaboliser nos idées et nous-mêmes. Nous sommes présentées comme des ennemis de la société, comme si nous attaquions la famille ou les traditions ».

Leny explique que le discours de haine ne s'exprime pas seulement sur les réseaux. « J'en ai fait l'expérience, et pas seulement numériquement, puisque je me consacre à la défense des femmes, des enfants et des adolescents, ainsi qu'au travail d'assistance territoriale dans les situations de violence, j'ai subi des discours de haine qui ont traversé mon corps de différentes manières, ils ont profondément affecté mes émotions, mes convictions. Au début, j'étais paralysée, je ne savais pas comment répondre à tant d'agressivité, cela vous faisait même réfléchir à ce que vous faisiez. Puis j'ai pu continuer, et je crois que nous devons continuer collectivement, du mieux que nous pouvons, ensemble, pour ne pas les laisser nous arrêter ».

Discours de haine contre l'interruption volontaire de grossesse

Discours de haine contre l'interruption volontaire de grossesse s'est fermement et ouvertement prononcé contre l'avortement, le divorce et le mariage égalitaire, appelant à la « récupération des valeurs traditionnelles ». Auparavant, le parti au pouvoir avait présenté un projet de loi visant à abroger l'IVG, en proposant de modifier le code pénal pour retirer ce droit aux femmes enceintes à la suite d'un viol ou d'un abus sexuel.

Ce projet de loi institutionnalise ce qui a été exprimé en mars de cette année par le Président Milei, qui a affirmé que l'avortement légal « est un meurtre aggravé par le lien ». Cette déclaration est d'autant plus grave qu'elle traduit une tentative de revenir sur les avancées législatives réalisées, tout en associant la décision d'interrompre une grossesse à des pratiques criminelles.

Outre la proposition du ministre de la Justice, qui promet une peine d'emprisonnement pour les fausses accusations de violence fondée sur le genre, on observe une tendance gouvernementale visant à limiter l'accès aux DSR par le biais de la criminalisation. Le changement est évident : les femmes en situation de violence et celles qui veulent exercer leur droit de décider pourraient devenir devenir des criminelles sous ce gouvernement.

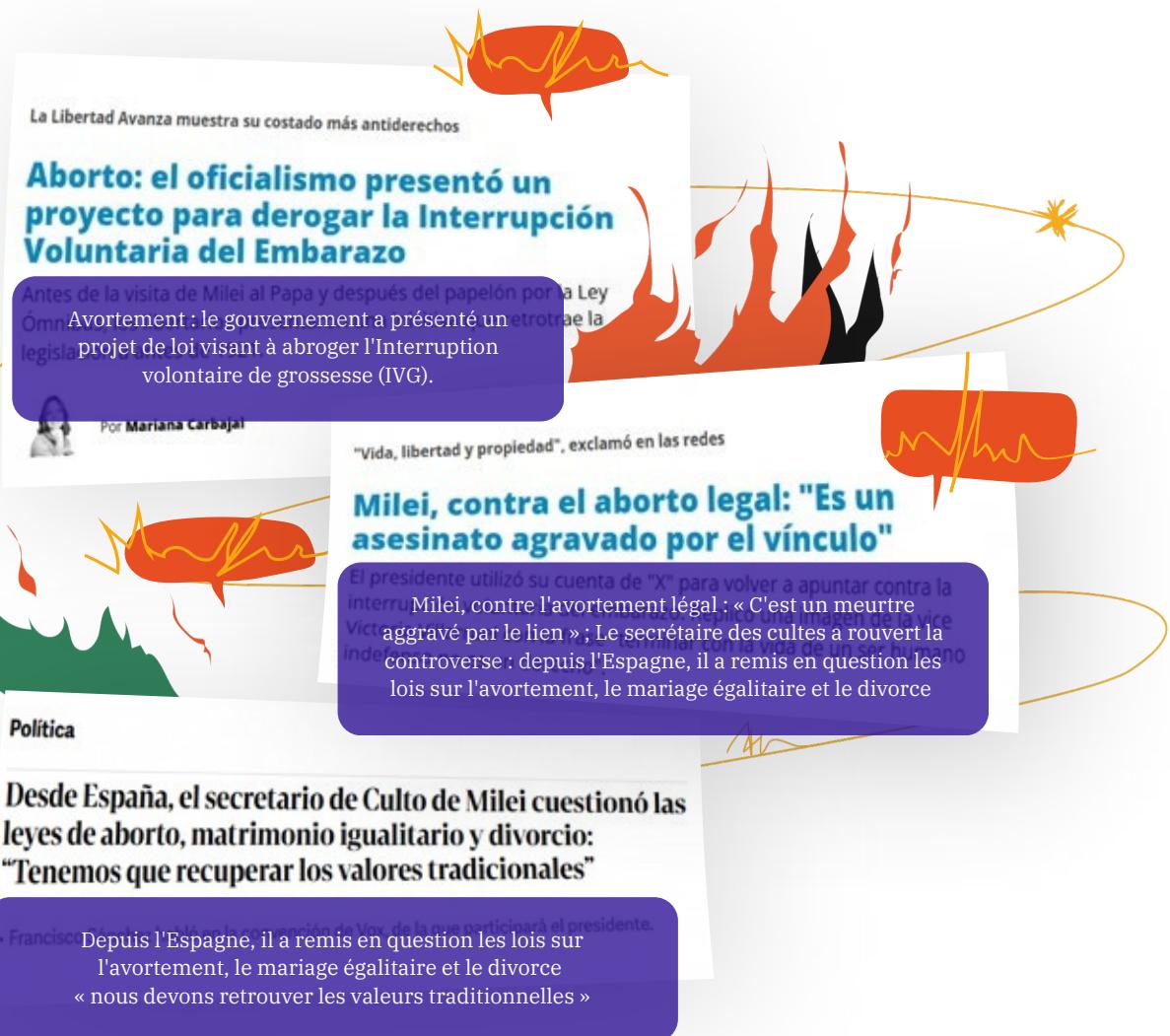
Et cela ne se limite pas à la sphère juridique, mais imprègne le débat public et génère un climat d'hostilité à l'égard de celleux qui défendent les DSR, comme dans le cas du droit à l'IVG.

Alma Soria est une journaliste féministe de Comodoro Rivadavia, Chubut:

« J'ai été attaquée à plusieurs reprises sur les réseaux sociaux pour ma position en faveur d'un avortement sûr, légal et gratuit, et j'ai également vu comment certains discours de haine affectent des ami.e.s que j'aime et que je respecte beaucoup

Je me suis d'abord sentie très impuissante parce que tous les arguments que j'avais étaient inutiles car les attaques suivaient un autre chemin, puis j'ai ressenti de la peur. Ces attaques m'ont affectée et ont fortement limité ma participation aux réseaux sociaux, en particulier sur X, ce qui est très grave pour mon travail. »

Gráfico 05. Désinformation et discours de haine contre l'IVG



Le discours de haine comme stratégie de fragmentation et d'isolement

Le discours de haine, loin d'être une simple expression d'opinion, devient une arme pour délégitimer les luttes des défenseuses des droits humains, en les dépeignant comme des extrémistes, des personnes intéressées ou même des ennemis de la société. Cette stratégie vise à saper leur crédibilité, à les isoler socialement et à générer un climat d'hostilité qui les oblige à garder le silence.

16

Florencia Basso, est journaliste et militante pour les droits sexuels, et non reproductifs des femmes et de la diversité en Terre de Feu
« Ces derniers mois, j'ai ressenti l'impact des discours de haine, principalement sur mes réseaux sociaux. Ici, en Patagonie, les communautés sont très petites, ce qui fait que je me sens parfois très exposée et vulnérable. Les attaques sur les réseaux m'ont affectée émotionnellement et fondamentalement sur le plan de la santé mentale. J'ai opté pour l'autocensure et j'ai pris des mesures de sécurité supplémentaires sur mes comptes. »
« Ces derniers temps, j'ai également ressenti la fragmentation et l'isolement des organisations féministes, comme en témoigne la couverture pratiquement inexistante dans les médias locaux et provinciaux des activités menées par les organisations ici dans ma province », se plaint Florencia.

Intensification du discours de haine

À des centaines de kilomètres de Florencia, dans le nord argentin, Josefa, artiste et militante, raconte comment, dans les coins les plus reculés du pays, les défenseuses des droits humains sont plus exposées:

« Depuis l'arrivée de ce gouvernement d'extrême droite, j'ai l'impression que nous sommes de plus en plus seules. Celles d'entre nous qui vivent à l'intérieur du pays, loin des grandes villes et des réseaux de soutien, sont les plus vulnérables.

Les discours de haine entraînent des conséquences directes sur l'activisme de ces défenseuses.

« J'ai dû fermer mon centre culturel et déménager pour avoir exprimé mes idées. C'est comme si le fait d'être féministe était un crime dans mon village », dit Josefa.

Josefa décrit l'impact émotionnel profond de ces attaques: « La est terrible. On se sent seule, isolée et effrayée. Dans les petits villages, où tout le monde se connaît, il est difficile de trouver des espaces sûrs. De nombreuses femmes ont décidé d'abandonner leur activité militante par peur des représailles. C'est une situation très triste car elle nous prive de la possibilité de construire des communautés plus justes et plus égalitaires.

Marta est une militante du nord-ouest du pays et nous livre un témoignage saisissant sur la violence politique à laquelle sont confrontées les défenseuses des droits humains dans les provinces argentines.

« Avant l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, j'étais déjà attaquée par des groupes ultraconservateurs, mais depuis, la situation est devenue intenable. Je me sens constamment persécutée et menacée ».

L'escalade de la violence et l'impunité ont transformé la vie de Marta. « Je suis suivie, menacée et de fausses informations sont diffusées à mon sujet sur les médias sociaux. C'est épuisant de devoir vivre ainsi.

Cette persécution systématique l'a obligée à se retirer et à limiter ses activités.

« J'ai dû fermer mes comptes de médias sociaux et éviter de participer à des événements publics. Je crains pour ma sécurité et celle de ma famille. »

Les conséquences de ces attaques dépassent le cadre personnel. Marta, qui était une figure importante de sa communauté, a vu son espace d'action se réduire considérablement. « J'ai perdu des collaborations et des opportunités d'emploi. Beaucoup de mes contacts ont cessé de communiquer avec moi par crainte de représailles. »

Discours de haine et réduction forcée au silence

Le harcèlement numérique et la violence en ligne ont un impact profond sur les défenseuses, les amenant à reconsidérer leur présence et leur activité dans les espaces virtuels. La décision de restreindre leur participation en ligne reflète une tendance de plus en plus courante chez les défenseuses des droits humains, qui sont obligées de s'autocensurer et de limiter leurs interactions par peur du « trolling ».*

Lorena militante du sud de l'Argentine, raconte son expérience :

« J'ai mis un cadenas sur mes comptes par peur des représailles. C'est dommage parce que les réseaux étaient un espace important pour entrer en contact avec d'autres militantes et rendre nos luttes visibles. Nous sommes plus seules qu'avant et la délégitimation est constante ». *

Termes liés à la violence numérique

El trolley Dans le domaine de la violence numérique, le terme « trolling » désigne un comportement en ligne visant à provoquer, harceler ou vexer une personne ou un groupe de personnes. Les trolls peuvent utiliser toute une série de tactiques pour nuire, notamment insultes et langage offensant : utilisation d'un langage abusif, dégradant ou discriminatoire.

Cyberintimidation: Envoi répété de messages menaçants ou intimidants.

Doxing: Révéler les informations privées d'une personne sans son consentement.

Usurpation d'identité: Créer de faux comptes pour usurper l'identité de la victime et nuire à sa réputation.

Attaques coordonnées: Des groupes de trolls s'unissent pour harceler une personne ou un groupe.

Diffusion de fausses informations ou de rumeurs: Diffusion de mensonges ou d'informations trompeuses pour discréditer la victime. Le « trolling » dans le cadre de la violence numérique peut avoir de graves conséquences pour les victimes, notamment: **Dommages émotionnels**: anxiété, dépression, manque d'estime de soi. **Atteinte à la réputation**: Difficultés à trouver un emploi ou à entretenir des relations. **Isolement social**: Retrait de la vie sociale et des activités en ligne **Autouutilisation ou suicide**: Dans les cas extrêmes, le harcèlement en ligne peut conduire à des pensées ou à des actes suicidaires. Il est important de se rappeler que le harcèlement dans le cadre de la violence numérique est un problème grave.

Silvina Molina, journaliste et fondatrice du Réseau international des journalistes avec une perspective de genre, explique l'effet du discours de haine sur sa profession

« Le discours de haine a un impact particulier sur nous, les journalistes, il circule à travers les réseaux sociaux et la violence qu'il apporte est réelle, il a un impact sur nos vies, parfois physiquement parce qu'il quitte le virtuel et devient une attaque réelle pour certaines journalistes. »

Elle partage également quelques stratégies pour se protéger. « J'ai choisi de me former numériquement, de connaître les ressources dont je dispose pour les contrer, d'apprendre à survivre dans un monde où, en tant que journaliste, je suis la cible de discours de haine

« Je m'autocensure souvent, il y a des sujets sur lesquels je ne participe pas au débat public parce que je sais que cela entraînera une avalanche de discours violents et, d'un autre côté, j'accompagne autant que possible mes collègues qui traversent ou ont traversé des situations très difficiles ».

« En plus d'exiger que les propriétaires des plateformes, les organes et judiciaires et les directeurs et directrices des médias accompagnent leurs journalistes dans ces processus, je crois que la seule façon de traverser cette période est d'être unies et accompagnées par des spécialistes et des organisations qui connaissent ces questions afin de sortir plus fortes, d'arrêter la violence et de faire partie du débat public, comme l'exige toute démocratie, où les journalistes et les femmes doivent être présentes », propose Silvina.

Tous les témoignages recueillis révèlent un schéma commun parmi les défenseuses des DSR : la décision de restreindre leur participation au débat public, en particulier sur les réseaux sociaux.

En ce sens, un récent rapport intitulé « Muteadas »¹⁴ (« Mises en sourdine ») publié par Amnesty International Argentine sur la violence et les abus contre les femmes journalistes et les diversités dans les environnements numériques est révélateur.

L'étude montre qu'entre 2018 et 2024, 63,5% des femmes journalistes interrogées ont mentionné avoir été victimes d'une forme de violence numérique.

La publication souligne également que « la situation est aggravée pour les journalistes qui abordent publiquement des questions telles que la santé et les droits sexuels et reproductifs, la violence basée sur le genre et les droits des personnes LGBTI+, étant donné la réaction violente de certains secteurs qui sont ouvertement hostiles à la présence de voix défendant ces agendas », dans un contexte caractérisé par la rhétorique des dirigeants d'extrême droite du monde entier, chargée de messages xénophobes, sexistes et homophobes, qui repose sur l'idée que les progrès réalisés en matière de droits des femmes et de diversité ont créé des 'priviléges' pour ces groupes de personnes ».

La recherche se concentre également sur les effets de ces attaques. Les journalistes ont indiqué qu'elles les conduisaient à « limiter leurs publications, à s'autocensurer et, dans certains cas, à quitter complètement le réseau ».

L'étude conclut que les conséquences sont inquiétantes car cela « exclut les femmes journalistes du débat public, ainsi que leurs voix pertinentes pour la promotion et la défense des programmes d'égalité de genre dans le cas des femmes journalistes spécialisées dans la matière ». En outre, le droit de la société à rechercher et à recevoir des informations produites par des femmes journalistes sur ces questions est affaibli.

Gráfico 6. Discours de haine contre les femmes journalistes



À plusieurs reprises, des organisations telles que l'Association internationale de la presse (IAPA), le Forum argentin du journalisme (FOPEA), l'Association des entités journalistiques argentines (ADEPA) et l'Académie nationale de journalisme d'Argentine ont désavoué les attaques du président Milei contre la presse, exprimant leur inquiétude face à l'escalade de la violence verbale, au harcèlement en ligne et à la restriction de l'accès à l'information publique.

Par exemple, selon les données de l'enquête menée par la surveillance de la liberté d'expression de la FOPEA¹⁵, au cours des 100 premiers jours de son mandat.

« 4 attaques sur 10 contre la presse ont été perpétrées par le président Milei ou ses ministres ».

20

Dans ce contexte, le comportement agressif du président à l'égard des femmes journalistes, caractérisé par des disqualifications et des attaques verbales, est également récurrent. Le traitement dénigrant par Milei de communicatrices telles que María O'Donnell, Luisa Corradini et Silvia Mercado, entre autres, illustre la manière dont ses interventions publiques et ses confrontations avec la presse favorisent un climat d'hostilité à l'égard du journalisme, et en particulier à l'égard des femmes journalistes.

Pour rappel, en 2018, lors d'une conférence ouverte sur l'économie à Metan, dans la province de Salta, Milei a été le protagoniste d'un épisode de violence verbale à l'encontre de la journaliste Teresita Frías. L'incident s'est produit lorsque Milei, après avoir autorisé les questions du public, l'a traitée d'« ânesse », lui a attribué des problèmes de compréhension et l'a disqualifiée avec des commentaires agressifs tels que « De quoi parlez-vous ? C'est toi la totalitaire, tu parles de sujets que tu ne connais pas du tout ». Cet incident a conduit à l'intervention de la justice.

Cette année, le tribunal chargé des affaires de violence familiale et sexiste de Metan a classé l'affaire contre Milei, sans en informer la journaliste ni lui permettre d'accéder au dossier. Le classement de l'affaire a été remis en question par le Réseau international des journalistes avec une perspective de genre en Argentine (RIPVG Ar), qui a critiqué le manque de garanties procédurales. L'Institut juridique de genre de Salta a également exprimé son opinion, considérant que le jugement était revictimisant et constituait un message disciplinaire à l'égard de ceux qui dénoncent ce type de violence. Parmi les autres précédents, citons son altercation avec Cristina Pérez, qu'il a accusée d'être une opératrice politique et de manipuler la conversation, et l'incident avec María Laura Santillán et Carolina Losada, au cours duquel Milei a refusé de manière intimidante de partager l'espace dans un débat. Ces confrontations révèlent un modèle de mépris et d'hostilité lorsque les femmes remettent en question ou contredisent sa position.

Ce comportement permet un discours de haine qui est reproduit et amplifié par les personnes qui le suivent sur les réseaux sociaux, intensifiant l'agression envers ceux qui effectuent leur travail d'information, et explique la réalité dont les femmes journalistes et les défenseuses des DSR ont témoigné tout au long de ces pages.

Il est également important de noter que ces expressions de soutien de la part d'organisations journalistiques ont tendance à se concentrer sur des figures médiatiques très en vue, alors que de nombreuses journalistes et défenseuses des DSR à l'intérieur du pays, qui souffrent également de persécution et de violence numérique, n'ont pas accès au même niveau de protection ou de visibilité.

Défenseuses des droits sexuels et reproductifs, discours de haine et accès à la justice

Manuela Calvo est une communicatrice sociale et une défenseuse des droits humains de la province de La Rioja.

Elle a été censurée à quatre reprises pour ses enquêtes dans lesquelles des jeunes filles ayant dénoncé des crimes de violence domestique sont contraintes par le système judiciaire de reprendre contact avec leurs agresseurs présumés.

Manuela est accusée de « désobéissance à l'autorité et d'entrave au contact entre des mineurs et leurs parents non-cohabitants », après avoir dénoncé publiquement le cas de la fillette Arcoiris dans sa province. La journaliste a dénoncé des cas de pédophilie et de réintégration forcée dans la province de La Rioja et risque maintenant d'être emprisonnée —pour un crime qu'elle n'a pas commis— après que le défenseur officiel des enfants, des adolescents et des personnes incapables, Pablo Ernesto Cubillo, a porté plainte contre elle. Il l'accuse de « porter atteinte à l'innocence d'un enfant » et de favoriser « l'entrave au lien en plaçant des barrières ».

Le travail de Manuela a mis en lumière le cas d'Arcoiris, dont la mère a dénoncé à plusieurs reprises son grand-père paternel pour abus sexuel et a fait appel à la justice nationale en juin, après quoi elle a été exilée de la province de La Rioja pour sa protection.

En outre, la mère d'Arcoiris a été condamnée à une amende et accusée d'avoir empêché les contacts et d'avoir désobéi à l'autorité. La juge de la quatrième chambre civile, commerciale et minière, Carla Menem, n'a pas tenu compte des déclarations de la jeune fille qui a confirmé, à l'aide d'une caméra Gesell, les abus subis par son grand-père paternel et son père. En outre, la magistrate a pris la décision d'ordonner la réunification d'Arcoiris avec son père, ce qui avait été interdit par le 103e tribunal civil du pouvoir judiciaire national en juin dernier.

« J'ai subi des discours de haine, notamment de misogynie, mais aussi d'autres types de violences visant à stigmatiser le militantisme féministe et mon travail professionnel, des violences symboliques, économiques, psychologiques et des menaces de mort que j'ai signalées à la justice », explique Manuela. ”, explique Manuela.

Son témoignage montre, une fois de plus, que les discours de haine ne se limitent pas toujours au monde virtuel et que les défenseuses des droits des femmes et des filles sont particulièrement touchées par ces discours « Je me suis sentie vulnérable, sans protection, et surtout j'ai eu l'impression que le système judiciaire ne réagissait pas dans des situations qui nous mettent en grand danger. J'avais très peur que les personnes qui commettent ces actes passent du discours à l'action, ce qu'elles ont fait et qui a eu un impact sur ma vie : j'ai deux affaires pénales, je suis accusée au pénal sans preuve, ma maison a été perquisitionnée.

Nous savons que les choses qui se passent sur les réseaux ne restent pas toujours sur les réseaux, et cela m'a affectée ainsi que mon entourage, mes enfants, mon mari, toute ma famille », a-t-elle révélé.

Des cas comme celui de Teresita Frías (agressée par Milei) et de Manuela Calvo (dans lequel le gouvernement national n'intervient pas directement) illustrent un problème systémique : le système judiciaire, loin de garantir l'accès à la justice, perpétue des dynamiques de réduction au silence et de revictimisation, en particulier à l'égard des femmes qui dénoncent la violence de genre. Cela ne discrédite pas seulement les plaignantes, mais met également en évidence les profondes lacunes de l'État en matière de protection efficace des droits humains.

La diversité existe

Gráfico 7. Désinformation et discours de haine à l'encontre des personnes LGBTIQ.

Un candidat à la députation de Javier Milei a comparé l'homosexualité aux handicaps : « Ils méritent notre respect, comme les boiteux, comme les aveugles »

Un candidat a diputado de Javier Milei comparó la homosexualidad con las discapacidades: "Merecen nuestro respeto, como los rengos, como los ciegos"

Diputado libertario contrastó la Marcha del Orgullo con el club de fans del Torino

Carlos Rodríguez, asesor de Milei: "Si veo dos hombres besándose me duele la barriga, pero si son dos mujeres me encanta"

Carlos Rodríguez, conseiller de Milei : « Si je vois deux hommes s'embrasser, j'ai mal au ventre, mais si ce sont deux femmes, j'aime ça »

"EL CONGRESO AHORA ES UNA ESCRIBANÍA"

"ESTAR CON UN ELEFANTE": Milei se refirió al matrimonio igualitario con una metáfora de zoofilia

"Marcha gay": Bertie Benegas Lynch apuntó a "los movimientos que hacen lobby para obtener privilegios"

BUSSI: "LOS GAYS SON COMO LOS RENGOS O LOS CIEGOS"

Une partisane de Milei a comparé le mariage égal à avoir des poux

La stigmatisation de la population LGBTIQ+ par la désinformation et les discours de haine a pris plusieurs formes ces dernières années.

D'une part, certains discours ont utilisé des associations déshumanisantes, comparant l'égalité du mariage à des pratiques dégradantes telles que la zoophilie. C'est ce qui s'est produit au milieu de la campagne présidentielle, lorsque Javier Milei a comparé un lien entre personnes homosexuelles à « une relation avec un éléphant ». Il l'a fait lors d'une interview avec le journaliste péruvien Jaime Bayly, qui, au cours de la même conversation, lui avait dit qu'il était bisexuel.

On peut également citer les remarques de l'ancienne ministre des affaires étrangères, Diana Mondino, qui a comparé le mariage égalitaire à « avoir des poux ». Ces comparaisons associent les identités LGBTIQ+ à des aberrations ou des négativités et renforcent un message d'exclusion.

À ces récits s'ajoute la déclaration du député libertaire Ricardo Bussi, qui a comparé les personnes transgenres à des personnes handicapées. Ce récit dénote une tentative de pathologisation et de traitement des orientations sexuelles non héteronormatives comme des maladies, des déviations ou des anomalies.

23
Ce contexte n'était qu'un avant-goût de ce que le gouvernement Milei allait devenir : un gouvernement qui, dans ce domaine également, fait preuve de négationnisme.

Ce déni se manifeste dans deux directions. D'une part, le déni des moyens tangibles de subsistance, avec les licenciements de travailleur.euse.s de l'État, le non-respect de la loi sur les quotas de main-d'œuvre transnationale, les coupes dans le paiement de la carte Alimentar, ainsi que dans la ligne 144 et le programme Acompañar, des politiques clés de soins et de soutien aux victimes de la violence.

D'autre part, **el le gouvernement de Milei a tenté de nier l'existence même des diversités sexuelles, en prenant des mesures concrètes**. Jusqu'à présent, au cours de son mandat, il a supprimé le ministère des femmes, des genres et des diversités, ce dont le président est fier ; il a interdit l'utilisation d'un langage inclusif dans les documents publics ; et le porte-parole présidentiel, **Manuel Adorni, a renforcé cette position en assurant que « la diversité des identités sexuelles est une invention subjective »**.

Depuis le nord-est de l'Argentine, deux voix coïncident dans leur diagnostic et appellent à l'étreinte et à la résistance.

Solange est une activiste qui défend les droits des personnes transgenres dans la ville de Corrientes.

« Avant même que le gouvernement actuel ne remporte les élections, j'ai assisté à des situations de haine à l'égard de la communauté LGBTIQ, car les discours anti-droits nous considèrent comme des personnes mentalement déséquilibrées. Ce contexte social est source d'angoisse et de solitude pour moi, car il nous a laissés sans aucune institution publique pour garantir l'accès à nos droits en tant que citoyen.ne.s de première classe. Nous avons été affectées au quotidien, dans des institutions publiques où, une fois de plus, on nous nie notre identité ».

« Je crois que la meilleure chose que nous puissions faire en ces temps d'austérité est de nous embrasser et de résister, comme nous l'avons déjà fait sans nous laisser aller à un retour en arrière, en élevant la voix de l'égalité et de la justice sociale », propose Solange.

Ce contexte de violence institutionnalisée et de discrimination affecte l'accès aux droits déjà consacrés et a également un impact sérieux sur les espaces où leurs droits sont défendus et promus.

Dana Valiente, de l'organisation civile De la calle a la Dignidad, dans la province de Misiones, décrit cet impact :

« Le discours de haine dans tous les domaines est très préjudiciable aux lieux où nous menons nos activités. Les discours de haine, le néolibéralisme, l'extrême droite qui tente d'introduire cette haine envers notre population LGBTI, nous sommes toutes attaquées par ces discours de haine et sans outils pour pouvoir continuer à travailler ».

24
De plus, face au déni du gouvernement, Dana réaffirme son combat et son identité: « La diversité existe, les femmes trans existent, et elles vont devoir changer leur système politique pour vivre dans un monde sans haine, sans discrimination basée sur la race, la couleur ou l'identité ».

Du discours de haine au crime de haine

Les discours de haine qui stigmatisent, déshumanisent, voire nient l'existence de la diversité, créent un environnement de vulnérabilité et de manque de protection qui favorise souvent les agressions physiques et l'augmentation de la violence à l'encontre de cette population

Le 5 mai, un triple homicide lesbien a eu lieu à Barracas, dans la province de Buenos Aires. L'agresseur, qui vivait dans le même hôtel que les victimes (Pamela Cobas, Roxana Figueroa, Andrea Amarante et Sofía Castro Riglos), a jeté un explosif artisanal dans la chambre où se trouvaient deux couples et a bloqué la porte pour qu'elles ne puissent pas s'échapper. Sofía Castro Riglos est la seule survivante de l'attaque, qui a été dénoncée par les organisations féministes et LGBTIQ+ comme un crime de haine depuis qu'elle a eu lieu.

Ce cas est un exemple extrême et tragique de la manière dont la déshumanisation et le déni des droits peuvent favoriser la violence.

Les déclarations qui cherchent à nier la nature discriminatoire de ces crimes, comme celles du porte-parole présidentiel Manuel Adorni, qui a remis en question l'utilisation du terme « lesbicide » et minimisé la violence fondée sur l'orientation sexuelle, rendent la violence invisible et la légitiment dans le cadre d'une conférence officielle. Le fait que cette position émane d'une voix présidentielle exacerbe la situation, car elle véhicule un message de tolérance de la haine et de mépris de la diversité.

Le lien entre la désinformation et les discours de haine à l'encontre de la communauté LGBTIQ+ et les actes de violence concrets, tels que ce triple homicide de lesbiennes à Barracas, est profond et alarmant.

Gráfico 8 La dirección de Milei contra les droits des personnes LGBTIQ

LGBTI

Despidos en el Estado: el 10% de lxs contratadxs por cupo TTNB fueron despedidxs

5/4/2024

Licenciamientos dans l'État : 10% des personnes embauchées par le quota TTNB ont été licenciées

Milei dijo estar orgulloso de haber eliminado "los siniestros Ministerio de la Mujer y el Inadi"

Milei se dit fier d'avoir éliminé « le sinistre ministère de la Femme et de l'Inadi »

El Explicador | Política

Línea 144 y Acompañar: los datos que demuestran el ajuste en ambos programas contra la violencia de género

Ligne 144 et Acompañar : les données qui montrent l'ajustement dans les deux programmes contre la violence de genre

Milei anuncia la prohibición del lenguaje inclusivo y de "todo lo referente a la perspectiva de género"

Milei annonce l'interdiction du langage inclusif et de « tout ce qui est lié à la perspective de genre »

Nuevo ataque del Gobierno de Milei a la diversidad sexual y las políticas de género: "Rechazamos la diversidad de identidades sexuales que no se alinean con la biología"

Nouvelle attaque du gouvernement de Milei à la diversité sexuelle et aux politiques de genre : « Nous rejetons la diversité des identités sexuelles qui ne s'alignent pas sur la biologie »

URGENTE: suspendieron el pago de Tarjeta Alimentar para personas trans

Hay Urgent : Le paiement de la Carte Alimentar pour les personnes trans a été suspendu

La repudiable opinión de Adorni sobre el triple lesbicidio: "No me gusta definirlo como un atentado a determinado colectivo"

Adorni a nié le triple lesbicide de Barracas : « Je n'aime pas le définir comme une attaque contre un certain "No me gusta definirlo como un atentado a determinado colectivo" », planteó el funcionario nacional en conferencia de prensa.

Adorni : « La diversité des identités sexuelles dans une invention subjective »

Adorni negó el triple lesbicidio de Barracas: "No me gusta definirlo como un atentado a determinado colectivo"

El polémico posteo de Manuel Adorni: "La palabra lesbicidio no está registrada en el diccionario"

Le post controversé de Manuel Adorni : « Le mot lesbicide n'est pas inscrit dans le dictionnaire »

Du discours de haine au crime de haine

Gráfico 9. Désinformation et discours de haine à l'encontre des personnes handicapées



POLÍTICA • CONFERENCIA DE PRENSA

Manuel Adorni denunció entrega de pensiones por invalidez "truchas": "Usaron radiografías de animales"

Manuel Adorni dénonce la délivrance des pensions d'invalidité frauduleuses : « Ils ont utilisé des radiographies d'animaux »

Organizaciones del colectivo salieron a desmentir al vocero presidencial

Pensiones por discapacidad: La "desafortunada" operación de Manuel Adorni

Pensions d'invalidité : l'opération "malheureuse" de Manuel Adorni

En ce qui concerne le handicap, le gouvernement de Javier Milei s'est caractérisé par un récit qui suit deux voies clairement identifiées. D'une part, l'utilisation du handicap comme une insulte et une agression, et d'autre part, l'utilisation de la désinformation et des fausses nouvelles sur les affaires de corruption qui cherchent à justifier les coupes budgétaires dans ce domaine.

Verónica González, journaliste et membre du Réseau pour les droits des personnes handicapées, développe ces points:

« Nous avons vu récemment que le président lui-même a répondu à un post sur X où une personne qui prétendument avait des problèmes de compréhension était dépeinte comme une personne atteinte du syndrome de Down. Ce fait stigmatise les personnes atteintes du syndrome de Down et fait croire aux gens qu'elles ne comprennent pas. Il en va de même lorsque les gens parlent des personnes lilliputaines comme étant inférieures, comme étant des personnes qui valent moins, ce qui stigmatise les personnes de petite taille. C'est le même cas lorsque l'on parle des pensions non contributives comme si elles étaient frauduleuses, le plus souvent irrégulières, et cela finit par être une excuse pour les supprimer et pour rendre les exigences de plus en plus restrictives et ne pas reconnaître l'autonomie des personnes handicapées ».

El Presidente que cerró el Inadi

El discriminatorio like de Milei en Twitter: Nacho Torres con Síndrome de Down

Le like discriminatoire de Milei sur Twitter : Nacho Torres avec le syndrome de Down

POLÍTICA >

Milei utilizó la palabra "mogólico" como insulto y fue repudiado por Asdra y por la vice de Jorge Macri

Milei a utilisé le mot « mongolien » comme insulte et a été répudié par Asdra et le vice-président de Jorge Macri

TODOS SOMOS ARGENTINOS

Preocupación del colectivo de Talla Baja por expresiones de Milei

Inquiétude du collectif Low Size pour les expressions de Milei

Viernes 23 de marzo de 2024 a las 20:05

ámbito • Política • Discapacidad

El exdirector de Discapacidad desmintió a Manuel Adorni y habló sobre la polémica radiografía del perro

L'ancien directeur du handicap a démenti Manuel Adorni et a parlé de la radiographie controversée du chien

20 de julio 2024 - 13:49

En novembre dernier, l'Association des trisomiques de la République argentine (ASDRA) a désavoué les déclarations du président Milei, qui a utilisé les termes « handicapé » et « problème mental » pour décrire les militants de gauche, qu'il qualifie souvent de « putains de gauchistes ». L'association a expliqué que l'utilisation de ces termes « perpétue la stigmatisation et l'exclusion ». L'ASDRA avait déjà condamné Milei en septembre 2023 lorsque, pour disqualifier un économiste qui l'avait critiqué, il l'avait traité de « mongolien ».

En outre, au cours des premiers mois de son gouvernement, le Réseau pour les droits des personnes handicapées et le collectif Low Size Argentina ont exprimé leur inquiétude quant à la manière dont le président traitait les personnes handicapées. « Monsieur le Président, le handicap n'est pas une insulte », tel est le titre de la déclaration publiée par le REDI.

L'utilisation récurrente par le président Milei de termes offensants ou de commentaires désobligeants reflète un modèle de discrimination, un discours qui minimise ou stigmatise cette population et qui a un impact sur la dignité et la perception sociale des personnes handicapées.

D'autre part, la désinformation et les accusations de corruption ont été utilisées par le gouvernement comme outils pour légitimer ses politiques d'ajustement. En juillet de cette année, le porte-parole présidentiel, Manuel Adorni, a montré la radiographie d'un chien lors d'une conférence de presse, assurant qu'il s'agissait du certificat médical qui validait l'octroi d'une pension d'invalidité. Il a ainsi tenté d'illustrer l'efficacité d'un audit qui a mis au jour une « activité frauduleuse à grande échelle ».

Les organisations de personnes handicapées ont démenti les déclarations du porte-parole et ont accusé le gouvernement de vouloir réduire les pensions d'invalidité, l'accusant de commettre un « abandon de personne ». En ce qui concerne la radiographie du chien, on a appris par la suite que ce dossier avait été rejeté et dénoncé, et que le demandeur n'avait pas reçu la pension.

En outre, dans une interview accordée à un journal en octobre dernier, Diego Spagnuolo, directeur de l'Agence nationale pour les personnes handicapées (ANDIS), a déclaré que « ce qui est payé pour le transport des personnes handicapées équivaut à trois voyages sur la lune par mois ». C'est avec cet argument qu'il a justifié la projection du gouvernement pour 2025 : réduire d'au moins 200 000 les pensions d'invalidité.

Gráfico 10. Gestión Milei contre le handicap

INFORMACIÓN GENERAL MILEI VA POR LAS PENSIONES

Las organizaciones de discapacidad responden al gobierno por la acusación del desvío de fondos: «es una canallada»

Les organisations de personnes handicapées répondent au gouvernement pour l'accusation de détournement de fonds : « c'est un scandale »

El plan "deep morosierra"

El Gobierno planea recortar al menos 200 mil pensiones por discapacidad el año que viene

Le gouvernement prévoit de réduire au moins 200 mille pensions d'invalidité l'année prochaine

25.10.2024 / Política

"Lo que se paga de transporte equivale a tres viajes a la luna por mes": el argumento del Gobierno para dar de baja pensiones por discapacidad

El titular de la ANDIS, Diego Spagnuolo, presentó irregularidades en el control de auditorías.

« Ce qui est payé pour le transport équivaut à trois voyages sur la lune par mois » : l'argument du gouvernement pour annuler les pensions d'invalidité

Le discours de haine de Milei à l'encontre d'artistes féminines populaires

Gráfico 11. Le discours de haine de Milei à l'encontre d'artistes féminines populaires

28



Les discours de Javier Milei reflètent un schéma de confrontation violente et disqualifiante envers ses interlocutrices, qui a été perçu comme un discours de haine à connotation misogyne à de multiples reprises.

Les précédents les plus importants en termes médiatiques ont été les agressions contre la mannequin Sol Pérez en 2019. À deux reprises, Milei a discuté de politique et d'économie dans différents programmes télévisés. « Chorra » (fripouille) « violente », « vous avez beaucoup d'erreurs conceptuelles », « vous ne comprenez pas », « ignorante » étaient les insultes de Milei, qui a même eu recours à l'image de lui mettant un pistolet sur la tête de Pérez comme métaphore des impôts prélevés par l'État. Les deux fois, la virulence de l'économiste a poussé Pérez à quitter les émissions, et la seconde fois, elle a quitté le studio en larmes.

La disqualification des capacités intellectuelles comme moyen de minimiser la légitimité des opinions des femmes qui se disputent avec lui est une constante du discours de Milei. La disqualification basée sur l'accusation de corruption ou de criminalité est une autre veine discursive largement utilisée par l'actuel président.

La chanteuse Lali Espósito et l'actrice Florencia Peña ont été victimes de discours de haine et d'informations fallacieuses diffusées par Milei. Dans ces discours, ces artistes sont accusées de vivre aux crochets de l'État, insinuant des affaires et de la corruption.

La phrase : « C'est un parasite qui a vécu en tétant la mamelle de l'État », se référant à Lali Espósito, montre une rhétorique chargée de mépris envers une personnalité publique qui a exprimé ne pas partager sa vision politique. Ce type d'attaque se concentre sur le dénigrement de la personne avec des termes désobligeants et des emportements, afin de la discréditer socialement.

Dans le cas de Florencia Peña, Milei l'a incluse dans une vidéo où elle muestra en una parodia grotesca y ofensiva, que genera una narrativa que fomenta la burla, el rechazo y la deshumanización de quienes se perciben como “enemigos” ideológicos, elevando el nivel de violencia simbólica en la discusión política.

Tous ces exemples s'ajoutent aux attaques répétées contre des femmes journalistes mentionnées dans les pages précédentes. Pris ensemble, ces épisodes montrent un modèle de communication violente, basé sur la disqualification personnelle, le mépris et l'utilisation d'un langage qui cherche à humilier et à polariser, caractéristiques d'un discours de haine. De telles attitudes perpétuent des dynamiques d'hostilité qui affectent particulièrement les femmes et les personnalités publiques, sapant la possibilité d'un dialogue respectueux dans l'espace public.

Remarques Finales

Dans un contexte où le discours de haine se consolide en tant qu'outil d'exclusion et de violence, il est urgent de réfléchir aux profondes inégalités structurelles qui l'alimentent. Les faits sont clairs : la haine ne vient pas de nulle part, mais se nourrit d'un cadre social qui, historiquement, a rendu les droits invisibles et les a violés. Chaque message discriminatoire, chaque silence forcé, nous rappelle tout ce qu'il reste à faire pour garantir une société juste, respectueuse des femmes et de la diversité.

L'avancée des récits réactionnaires contre les politiques de genre, les droits sexuels et reproductifs et l'éducation complète à la sexualité n'est pas seulement une attaque contre des réalisations spécifiques, mais une menace directe pour le tissu démocratique. Face à cette offensive, le silence n'est pas une option. Rendre visible, résister et construire des espaces de justice est le défi de notre temps. En tant que société, nous devons décider si nous continuerons à reproduire l'exclusion ou si nous serons enfin capables d'imaginer et de construire un avenir où les droits sont une réalité et où la diversité n'est pas crainte mais célébrée.

Références Bibliographiques

- 31
- 1. ONU. (2019). La Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine. https://www.un.org/en/gene-cideprevention/document>Action_plan_on_hate_speech_ES.pdf
 - 2. ONU. (1966). Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Rés. 2200A(XXI)). <https://www.ohchr.org/es/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>
 - 3. ONU. (1965). Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Rés. 2106A(XX)). <https://www.ohchr.org/es/professionalinterest/pages/cerd.aspx>
 - 4. OEA. (1969). Convention américaine des droits de l'homme : Pacte de San José de Costa Rica <https://www.oas.org/es/cidh/mandato/Basicos/convencion.asp>
 - 5. Argentina. (1988). Ley 23.592: Actos discriminatorios. <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-23592-20465/actualizacion>
 - 6. Argentina. (2009). Ley 26.485 de Protección Integral para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia contra las Mujeres. <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-26485-152155>
 - 7. Argentina. (2021). Ley 27.736: Ley Olimpia. <https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primer/296572/20231023>
 - 8. INADI. (2023). Discursos de odio y democracia, un abordaje desde la perspectiva de derechos humanos. https://www.waragentina.gob.ar/site/s/de-fault/files/2023/09/discursos_de_odio.pdf
 - 9. INADI. (2019). Mapa Nacional de la Discriminación. https://www.waragentina.gob.ar/site/s/de-fau.lt/fi le s/2022/05/mapa_nacional_de_la_discriminacion.pdf
 - 10. Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS). (2024). La cocina de los cuidados. Informe 3. <https://www.cels.org.ar/web/wp-content/uploads/2024/10/LCD-3.pdf>
 - 11. Equipo Latinoamericano de Justicia y Género (ELA), & Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ). (2024). Presupuesto 2025: Una distribución injusta de los recursos para mujeres, niñas y adolescentes. <https://ela.org.ar/wp-content/uploads/2024/10/Analisis-del-proyecto-de-Presupuesto-2025-Politicas-de-genero-ELA-y-ACIJ.pdf>
 - 12. Equipo Latinoamericano de Justicia y Género (ELA). (2024). Educación sexual integral: Desinformaciones difundidas durante las elecciones argentinas de 2023. <https://ela.org.ar/wp-content/uploads/2024/10/Informe-ESIC-De-sinformaciones-marciones-2023.pdf>
 - 13. Fundación Derechos Humanos, Equidad y Género (FUNDHEG). (2024). VIH: Situación alarmante en Argentina. https://www.fundheg.org/_files/ugd/9e0cf9_f56fb53213d9465185008405ce2c608f.pdf
 - 14. Amnistía Internacional. (2024). Muteadas: El impacto de la violencia digital contra las periodistas. https://amnistia.org.ar/wp-content/uploads/delightful-downloads/2024/10/Muteadas_InfomeCompleto.pdf
 - 15. Foro de Periodismo Argentino (FOPEA). (2024). #100díasdemilei: 40% de los ataques al periodismo provienen del gobierno. <https://fopea.org/100diasdemi-lei-40-de-los-ataques-al-periodismo-provienen-del-gobierno/>
 - 16. Fundación Derechos Humanos, Equidad y Género (FUNDHEG). (2024). VIH: Situación alarmante en Argentina. https://www.fundheg.org/_files/ugd/9e0cf9_f56fb53213d9465185008405ce2c608f.pdf
 - 17. Amnistía Internacional. (2024). Muteadas: El impacto de la violencia digital contra las periodistas. https://amnistia.org.ar/wp-content/uploads/delightful-downloads/2024/10/Muteadas_InfomeCompleto.pdf
 - 18. Foro de Periodismo Argentino (FOPEA). (2024). #100díasdemilei: 40% de los ataques al periodismo provienen del gobierno. <https://fopea.org/100diasdemi-lei-40-de-los-ataques-al-periodismo-provienen-del-gobierno/>

Fuentes

32

Javier Milei dio un discurso en España con VOX: “La ideología de género y el lenguaje inclusivo destruyen los valores de la sociedad”.
<https://www.infobae.com/politica/2022/10/08/javier-milei-dio-un-discurso-en-espana-con-vox-la-ideologia-de-genero-y-el-lenguaje-inclusivo-destruyen-los-valores-de-la-sociedad/>

Milei volvió a negar la brecha salarial entre hombres y mujeres.
https://www.eldiarioar.com/politica/elecciones-2023/milei-volvio-negar-brecha-salarial-hombres-mujeres_1_10679398.html

Milei dijo estar orgulloso de haber eliminado “los siniestros Ministerio de la Mujer y el Inadi”.
<https://www.lagaceta.com.ar/nota/1047573/politica/milei-dijo-estar-orgulloso-haber-eliminado-los-siniestros-ministerio-mujer-inadi.html>

“La violencia no tiene género”: la presentación de Cúneo Libarona que criticó la oposición tras el fuerte apoyo del Gobierno.
https://www.clarin.com/sociedad/violencia-genero-presentacion-cuneo-libarona-critico-oposicion-fuer-te-apoyo-gobierno_0_Cqj0jQoSUU.html?srsltid=AfmBOoroxB1G--S0sc2ooViVMxMX53RHj608UTNI7Du36VNpcP9H64R-

Adorni defendió a Cúneo Libarona: “No queremos negocios con la política de género”.
<https://www.losandes.com.ar/politica/adorni-defendio-a-cuneo-libarona-no-queremos-negocios-con-la-politica-de-genero>

Argentina fue el único país de la ONU que votó en contra de una resolución para eliminar y prevenir la violencia contra las mujeres.
<https://www.infobae.com/politica/2024/11/14/argentina-fue-el-unico-pais-de-la-onu-que-voto-en-contra-de-una-resolucion-para-eliminar-y-prevenir-la-violencia-contra-las-mujeres/>

Amnistía Internacional cuestionó al gobierno de Milei por violaciones a los derechos humanos.
https://www.dataclave.com.ar/poder/amnistia-internacional-uestiono-al-gobierno-de-milei-por-violaciones-a-los-derechos-humanos_a66fed8ff943e465ddeeca58d

Amnistía Internacional envió una carta a la CIDH y a expertos de Naciones Unidas sobre el desmantelamiento de las políticas de género.
<https://amnistia.org.ar/amnistia-internacional-envio-una-carta-a-la-cidh-y-a-expertos-de-naciones-unidas-sobre-el-demanTELAMIENTO-de-las-politicas-de-genero/>

Un comité de la OEA manifestó preocupación por garantías de las mujeres en Argentina.
<https://www.infobae.com/sociedad/2024/04/16/un-comite-de-la-oea-manifesto-preocupacion-por-garantias-de-las-mujeres-en-argentina/>

La OEA instó a la Argentina a garantizar la continuidad de políticas de género.
<https://palabrasdelderecho.com.ar/articulo/4865/La-OEA-insto-a-la-Argentina-a-garantizar-la-continuidad-de-politicas-de-genero>

Milei recortó un 33 por ciento las partidas para combatir la desigualdad de género.
<https://www.pagina12.com.ar/719893-milei-recorto-un-33-por-ciento-las-partidas-para-combatir-la>

Presupuesto 2025: \$0 para el programa Acompañar y la Línea 144.
https://www.eldiarioar.com/blog/algo-en-comun/presupuesto-2025-0-acompanar-linea-144_132_11742054.html

La reforma de la Ley Micaela, otro retroceso de derechos en la era de Milei.
<https://www.notaalpie.com.ar/2023/12/29/reforma-ley-micaela/>

Rechazan las alteraciones a la “Ley Micaela” que propone el gobierno nacional de Milei.
https://www.elentrerios.com/actualidad/rechazan-las-alteraciones-a-la-ley-micaela-que-propone-el-gobierno-nacional-de-milei.htm#google_vignette

Argentina se aísla en la OEA por sus objeciones a la agenda de DDHH, Seguridad y Género que la Asamblea General tratará en Asunción.
<https://www.infobae.com/america/america-latina/2024/06/23/argentina-se-aisla-en-la-oea-por-sus-objeciones-a-la-agenda-de-ddhh-seguridad-y-genero-que-la-asamblea-general-tratara-en-asuncion/>

Argentina desconoce hasta la palabra “género” en documentos presentados en la OEA.
<https://sistemadealertasregional.org/vista/verAlerta/553>

Milei desmanteló el 86% de las políticas de cuidado.
<https://periodicas.com.ar/2024/10/29/milei-desmantelo-el-86-de-las-politicas-de-cuidado/>

El Gobierno de Javier Milei desmantela áreas clave para la lucha contra la violencia de género en Argentina.
<https://cnnespanol.cnn.com/2024/06/14/milei-desmantela-areas-clave-violencia-de-genero-argentina-trax>

Cúneo Libarona afirmó que las denuncias falsas por violencia de género serán un crimen.
<https://derechadiario.com.ar/politica/cuneo-libarona-afirma-que-las-denuncias-falsas-por-violencia-genero-seran-crimen>

Argentina castigará con penas de cárcel las denuncias falsas por violencia de género.
<https://theobjective.com/internacional/2024-10-10/argentina-carcel-denuncia-falsa-violencia-genero/>

Milei propuso eliminar la ESI: “es un mecanismo que le deforma la cabeza a la gente”.
<https://corta.com/politica/milei-propuso-eliminar-esi-es-mecanismo-le-deforma-cabeza-gente-n12169>

Javier Milei denunció que la ESI es un plan para “eliminar a los seres humanos”.
<https://www.cronista.com/economia-politica/javier-milei-denuncio-que-la-esi-es-un-plan-para-eliminara-los-seres-humanos/>

Francisco Sánchez (secretario de Culto): “El aumento del embarazo adolescente y el contagio de enfermedades venéreas coincide con la inclusión de Educación Sexual en las currículas”.
https://x.com/FranSanchezNQN/status/167019_470_27614_8_8384

Victoria Villarruel: “No le enseñan biología, no le enseñan cómo funciona el cuerpo humano, lo que le enseñan es ideología”.
<https://www.tiktok.com/@victoriavillarruel/video/7251282612998655237>

“Bertie” Benegas Lynch: “Que los padres financien la ESI y les pasen las partes por la cara a sus hijos”.
<https://www.pagina12.com.ar/600448-bertie-benegash-que-los-padres-financien-la-esi-y-les-p>

Los tuits de Victoria Villarruel: “Pobres, medio analfabetos pero sabiendo como hacer sexo anal desde la niñez...”.
<https://australnews.com.ar/nota/7297/los-tuits-de-victoria-villarruel-pobres-medio-analfabetos-pero-sabiendo-como-hacer-sexo-anal-desde-la-ninez-hellip/#googlevignette>

Javier Milei: “La ESI es un mecanismo por el cual lo que se hace es deformarle la cabeza a la gente. Utilizan el colegio para lavarles el cerebro y perseguir a los que opinan distinto”.
<https://youtu.be/LGbwj8VEGX8>

Milei: “Con la ESI quieren exterminar a la población”.
<https://www.ambito.com/politica/segun-milei-la-esi-es-un-plan-eliminar-los-seres-humanos-n5727250>

El desubicado chiste de Milei frente a alumnos menores de edad: “Lo del burro es por insistidor”.

<https://www.diarioregistrado.com/politica/el-desubicado-chiste-de-milei-frente-a-alumnos-menores-de-edad--lo-del-burro-es-por-insistidor-a65e87ed43be1783e0480d09e>

“El Estado es un pedófilo en un jardín de infantes”: el Consejo de Niñez cuestionó duramente a Milei.
<https://www.0223.com.ar/nota/2023-10-19-12-32-0-el-estado-es-un-pedofilo-en-un-jardin-de-infantes-el-consejo-de-ninez-cuestiono-duramente-a-milei>

Villarruel cruzó a Kicillof por los libros de educación sexual: “Exaltan la...”.
<https://www.cronista.com/economia-politica/villarruel-cruzo-a-kicillof-por-los-libros-de-educacion-sexual-exaltan-la>

Presupuesto 2025: sin plata para ESI y sin detalles sobre la línea que acompaña a víctimas.
https://www.dataclave.com.ar/poder/presupuesto-2025--sin-plata-para-esi-y-sin-detalles-sobre-la-linea-que-acompana-a-victimas_a670d4bf6480ee66b5730e3c

Milei desmantela el plan de prevención del embarazo en niñas y adolescentes.
<https://www.pagina12.com.ar/728278-milei-desmantela-el-plan-de-prevencion-del-embarazo-en-ninas>

Plan ENIA: ejemplo en América Latina, desmantelado en Argentina.
<https://socorristasenred.org/plan-enia-ejemplo-en-america-latina-desmantelado-en-argentina/>

Gobierno de Milei. Desmantelaron un plan que en 10 años logró reducir a la mitad el embarazo adolescente.
<https://www.lavoz.com.ar/ciudadanos/desmantelaron-un-plan-que-en-10-anos-logro-reducir-a-la-mitad-el-embarazo-adolescente/>

El gobierno de Milei recorta un 76% los fondos para el VIH e ITS.
<https://www.pagina12.com.ar/777019-el-gobierno-de-milei-recorta-un-76-los-fondos-para-el-vih-e->

No hay plata para las embarazadas con VIH: denuncian que Milei dejó de entregar una droga clave a las provincias.
<https://www.eldestapeweb.com/sociedad/salud/no-hay-plata-para-las-embarazadas-con-vih-denuncian-que-milei-dejo-de-entregar-una-droga-clave-a-las-provincias-20241031193538>

El Gobierno nacional sólo repartió el 2% de los preservativos gratuitos.
<https://bit.ly/3BkjhrJ>

Alerta por el desmantelamiento de la ESI: convocan a un pañuelazo contra los ataques de Milei.
https://www.eldestapeweb.com/sociedad/esi/alerta-por-el-desmantelamiento-de-la-esi-convocan-a-un-pañuelazo-contra-los-ataques-de-milei-2024102920_037

Milei, contra el aborto legal: “Es un asesinato agravado por el vínculo”.

<https://www.pagina12.com.ar/723658-milei-contra-el-aborto-legal-es-un-asesinato-agravado-por-el>

El secretario de Culto reabrió la polémica: desde España, cuestionó las leyes de aborto, matrimonio igualitario y divorcio.
bit.ly/4gotdPS

Aborto: el oficialismo presentó un proyecto para derogar la Interrupción Voluntaria del Embarazo.
<https://www.pagina12.com.ar/711126-el-gobierno-presento-un-proyecto-para-derogar-la-interrupcion>

El economista Javier Milei maltrató a una periodista en Salta: “Sos una burra”.
<https://www.infobae.com/sociedad/2018/06/28/el-economista-javier-milei-maltrato-a-una-periodista-en-salta-sos-una-burra/>

34

Milei volvió a pelearse con una periodista: ahora trató de “mentirosa” a María O’Donnell.
<https://www.perfil.com/noticias/politica/milei-volvio-a-pelearse-con-una-periodista-ahora-trato-de-mentirosa-a-maria-odonnell.phtml>

O’ donnell y Corradini: las peleas de Milei con periodistas mujeres.
<https://corta.com/politica/odonnell-corradini-pelea-s-milei-periodistas-mujeres-n21812>

“Mentirosa”: los repetidos maltratos de Javier Milei a mujeres periodistas.
https://www.eldiarioar.com/politica/repetidos-maltratos-javier-milei-mujeres-periodistas_1_10849760.html

FOPEA manifiesta su preocupación y repudia los agravios del presidente Javier Milei contra la periodista Luisa Corradini.
<https://monitoreo.fopea.org/comunicados/fopea-manifiesta-su-preocupacion-y-repudia-los-agravios-del-presidente-javier-milei-contra-la-periodista-luisa-corradini/>

FOPEA manifiesta su preocupación por los agravios del presidente Javier Milei contra la periodista Silvia Mercado.
<https://monitoreo.fopea.org/comunicados/fopea-manifiesta-su-preocupacion-por-los-agravios-del-presidente-javier-milei-contra-la-periodista-silvia-mercado/>

#100díasdemilei: 40% de los ataques al periodismo provienen del gobierno.
<https://fopea.org/100diasdemilei-40-de-los-ataques-al-periodismo-provienen-del-gobierno/>

Javier Milei atacó a 45 periodistas y medios en las últimas dos semanas.
bit.ly/3ZEDWQB

Alertan por los ataques de Milei y sus militantes digitales a 50 periodistas y medios.
<https://bit.ly/4g2Pu5N>

ADEPA rechaza los ataques a la Prensa de Javier Milei.

https://laopinionpergamo.com.ar/nota/19780/2024/10/_adepa-rechaza-los-ataques-a-la-prensa-de-javier-milei

Adepa criticó a Milei por la violencia verbal, los trolls y la restricción del acceso a información pública.
<https://red23noticias.com.ar/nota/7616/adepa-critico-a-milei-por-la-violencia-verbal-los-trolls-y-la-restriccion-del-acceso-a-informacion-publica/>

La SIP en alerta por ataques del presidente Milei contra periodistas y medios.

<https://www.sipiapa.org/notas/1216603-la-sip-alerta-ataques-del-presidente-milei-contra-periodistas-y-medios>

Academia Nacional de Periodismo de Argentina expresó su preocupación por agravios del candidato presidencial Javier Milei contra la prensa.

<https://latamjournalismreview.org/es/news/la-academia-nacional-de-periodismo-de-argentina-expreso-su-preocupacion-por-los-agravios-de-javier-milei-contra-la-prensa/>

Amnistía Internacional advirtió acerca del hostigamiento que sufren periodistas argentinos por parte del Gobierno.

<https://www.pagina12.com.ar/754560-amnistia-internacional-advirtio-acerca-del-hostigamiento-que>

Muteadas: 6 de cada 10 periodistas argentinas sufren violencia digital.

<https://www.pagina12.com.ar/774937-muteadas-6-de-cada-10-periodistas-argentinas-sufireron-viole>

“Estar con un elefante”: Milei se refirió al matrimonio igualitario con una metáfora de zoofilia.

<https://www.politicargentina.com/notas/202311/54577-estar-con-un-elefante-milei-se-refirio-al-matrimonio-igualitario-con-una-metamorfa-de-zoofilia.html>

Una referente de Milei comparó el matrimonio igualitario con tener piojos.

<https://www.pagina12.com.ar/613044-una-referente-de-milei-comparo-el-matrimonio-igualitario-con>

Un candidato a diputado de Javier Milei comparó la homosexualidad con las discapacidades: “Merecen nuestro respeto, como los rengos, como los ciegos”.
<https://bit.ly/3Zn8sNG>

Carlos Rodríguez, asesor de Milei: “Si veo dos hombres besándose me duele la barriga, pero si son dos mujeres me encanta”.

<https://www.pagina12.com.ar/688381-carlos-rodriguez-asesor-de-milei-si-veo-dos-hombres-besandos>

Diputado libertario contrastó la marcha del orgullo con el club de fans del Torino.

<https://andigital.com.ar/nota/128080/diputado-libertario-contrastó-la-marcha-del-orgullo-con-el-club-de-fans-del-torino/>

“Marcha gay”: Bertie Benegas Lynch apuntó a “los movimientos que hacen lobby para obtener privilegios”.

https://www.lanacion.com.ar/politica/marcha-gay-bertie-benegas-lynch-apunto-a-los-movimientos-que-hacen-lobby-para-obtener-privilegios-n_id03112024/

Milei dijo estar orgulloso de haber eliminado “los siniestros Ministerio de la Mujer y el Inadi”.
<https://www.lagaceta.com.ar/nota/1047573/politica/milei-dijo-estar-orgulloso-haber-eliminado-los-siniestros-ministerio-mujer-inadi.html>

Milei anuncia la prohibición del lenguaje inclusivo y de “todo lo referente a la perspectiva de género”.

<https://elpais.com/argentina/2024-02-27/milei-anuncia-la-prohibicion-del-lenguaje-inclusivo-y-de-todo-lo-referente-a-la-perspectiva-de-genero.html>

35

Despidos en el Estado: el 10% de lxs contrata-dxs por cupo TTNB fueron despedidxs.

<https://prensaobrera.com/lgbti/despidos-en-el-estado-el-10-de-lxs-contratadxs-por-cupo-ttnb-fueron-despedidxs>

Urgente: suspendieron el pago de Tarjeta Alimentar para personas trans.

<https://www.diariouno.com.ar/urgente-suspendieron-el-pago-tarjeta-alimentar-persona-s-t-r-a-n-s-n1301781>

Línea 144 y Acompañar: los datos que demuestran el ajuste en ambos programas contra la violencia de género.

<https://chequeado.com/el-explicador/linea-144-y-acompaniar-los-datos-que-demuestran-el-ajuste-en-ambos-programas-contra-la-violencia-de-genero/>

Nuevo ataque del Gobierno de Milei a la diversidad sexual y las políticas de género: “Rechazamos la diversidad de identidades sexuales que no se alinean con la biología”.

<https://cnnespanol.cnn.com/2024/09/01/ataque-milei-diversidad-sexual-politicas-de-genero-orix>

Adorni negó el triple lesbicidio de Barracas: “No me gusta definirlo como un atentado a determinado colectivo”.

<https://www.diarioconvos.com/2024/05/13/adorni-nego-el-triple-lesbicidio-de-barracas-no-me-gusta-definirlo-como-un-atentado/>

El polémico posteo de Manuel Adorni: “La palabra lesbicidio no está registrada en el diccionario”.

<https://noticias.perfil.com/noticias/informacion-general/el-polemico-posteo-de-manuel-adorni-la-palabra-lesbicidio-no-esta-registrada-en-el-diccionario.phtml>

Repudian a Javier Milei por el uso permanente de la discapacidad como insulto.

<https://www.msn.com/es-ar/noticias/argentina/repudian-a-javier-milei-por-el-uso-permanente-de-la-discapacidad-como-insulto>

<https://www.pagina12.com.ar/716010-el-discriminatorio-like-de-milei-en-twitter-se-burlo-de-una-35>

El discriminatorio like de Milei en Twitter: Nacho Torres con Síndrome de Down.

<https://www.pagina12.com.ar/716010-el-discriminatorio-like-de-milei-en-twitter-se-burlo-de-una-35>

Milei utilizó la palabra “mogólico” como insulto y fue repudiado por Asdra y por la vice de Jorge Macri.

https://www.infobae.com/politica/2023/09/07/milei-utilizo-la-palabra-mogolico-como-insulto-y-fue-repudiado-por-a_sdra-y-por-la-vice-de-jorge-macri/

Pensiones por discapacidad: La “desafortunada” operación de Manuel Adorni.

<https://www.pagina12.com.ar/753914-pensiones-por-discapacidad-la-desafortunada-operacion-de-man>

REDI : Sr. Presidente, LA DISCAPACIDAD NO ES UN INSULTO!!.

https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=424718593451160&id=100077390687227&rdr

Preocupación del colectivo de Talla Baja por expresiones de Milei.

[https://www.ellitoral.com.ar/corrientes/2024-3-1-20-5-0-precupacion-del-colectivo-de-talla-baja-por-expresiones-de-milei](https://www.ellitoral.com.ar/corrientes/2024-3-1-20-5-0-preocupacion-del-colectivo-de-talla-baja-por-expresiones-de-milei)

Manuel Adorni denunció entrega de pensiones por invalidez “truchas”: “Usaron radiografías de animales”.

<https://www.perfil.com/noticias/politica/adorni-denuncio-que-hubo-entrega-de-pension-por-invalidez-truchas-u-saron-radiografias-de-animales.phtml>

Las organizaciones de discapacidad responden al gobierno por la acusación del desvío de fondos: “es una canallada”.

https://www.tiempoar.com.ar/ta_article/_discapacidad-gobierno-canallada/

“Lo que se paga de transporte equivale a tres viajes a la luna por mes”: el argumento del Gobierno para dar de baja pensiones por discapacidad.

<https://www.politicargentina.com/notas/202410/61853-lo-que-se-paga-de-transporte-equivale-a-tres-viajes-a-la-luna-por-mes-el-argumento-del-gobierno-para-dar-de-baja-pensiones-por-discapacidad.html>

El Gobierno planea recortar al menos 200 mil pensiones por discapacidad el año que viene.

<https://www.pagina12.com.ar/773076-el-gobierno-planea-recortar-al-menos-200-mil-pensiones-por-d>

El exdirector de Discapacidad desmintió a Manuel Adorni y habló sobre la polémica radiografía del perro.

<https://www.ambito.com/politica/el-exdirector-discapacidad-desmintio-manuel-adorni-y-hablo-la-polemica-radiografia-del-perro-n6035368>

Javier Milei vs. las mujeres: cuatro cruces repudiables.
<https://noticias.perfil.com/noticias/politica/cuatro-peleas-que-javier-milei-mantuvo-con-conductoras-y-periodistas-mujeres.phtml>

Sol Pérez y Javier Milei discutieron al aire: la influencer se quebró y el economista fue echado del programa.

<https://www.lanacion.com.ar/espectaculos/personajes/sol-perez-y-javier-milei-discutieron-al-aira-la-influencer-se-quebro-y-el-economista-fue-echado-del-programa-nid2229866/>

Milei ensañado con Lali: “Es un parásito que vivió chupando de la teta del Estado”.

36

<https://enredaccion.com.ar/milei-ensanado-con-lali-es-un-parasito-que-vivio-chupando-de-la-teta-del-estado/>

Desquiciados: el insólito video que publicó Javier Milei con Flor Peña y Fito Páez como zombies.

<https://www.minutouno.com/politica/desquiciados-el-insolito-video-que-publico-javier-milei-flor-peña-y-fito-paez-como-zombies-n6061567>



Les langues de feu : les flammes de la haine dans le tissu de la démocratie.

L'impact du discours de haine sur les politiques de genre et les défenseuses des femmes en Argentine



FUNDHEG

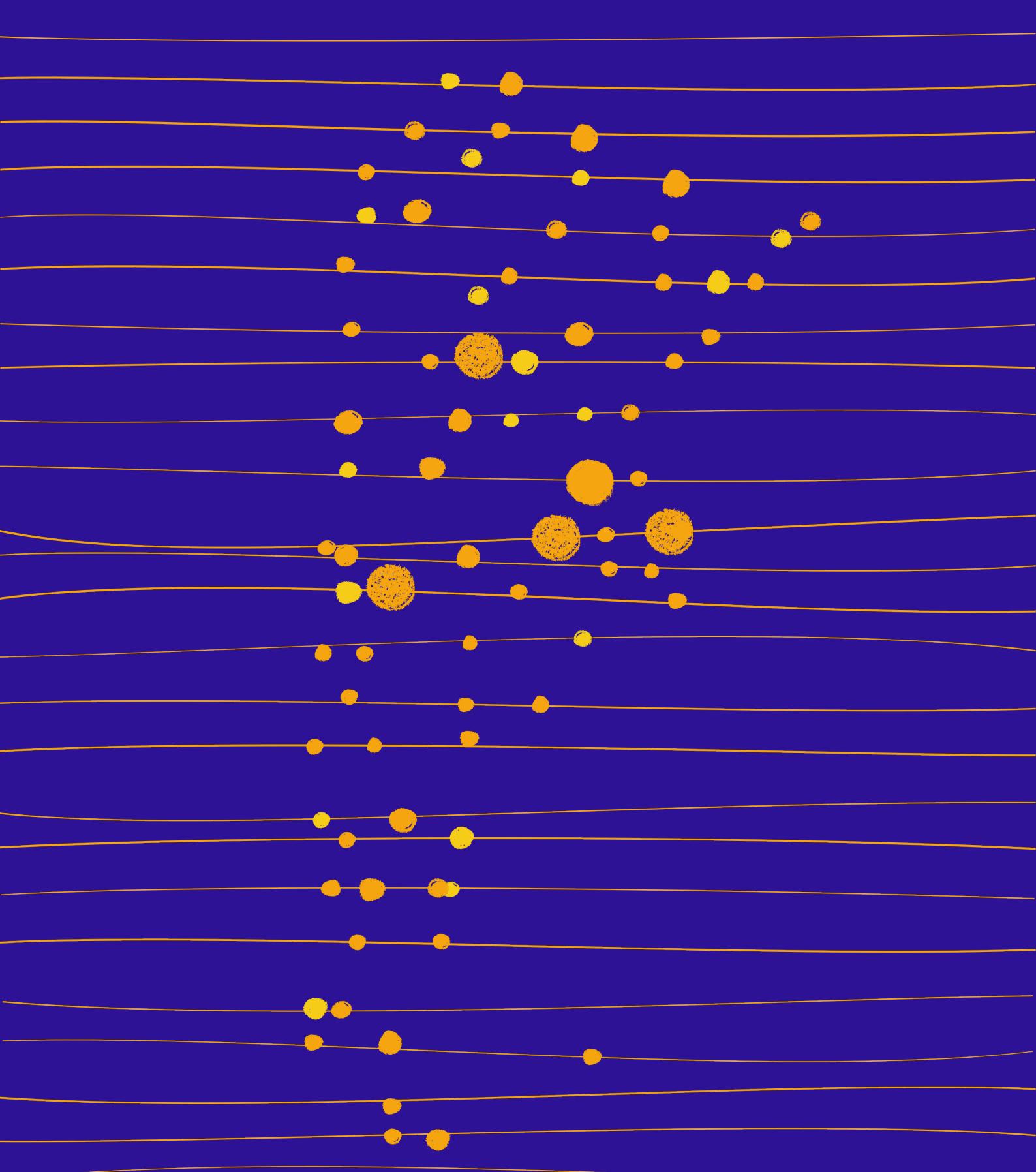
Presidenta: Leticia Gauna

Directora Ejecutiva: Diana Inés Cabral
Autoras/es: Gabriela Ayala, Mariano Leiva,
Leticia Gauna y Diana Cabral.

Diseño: Gabriel Gonzalez
© Fundación Derechos Humanos Equidad
y Género [2021-2022]. Reservados
todos los derechos.

Agradecemos la colaboración de las compañeras
visibles y anónimas que han contribuido a esta
tarea de poner resistencia con palabras y voces a
los discursos de odio.

Este informe fue elaborado con el apoyo de IPPF
en el marco del Proyecto La Democracia en tu
Cuerpo. Período 2024



Les langues de feu : les flammes de la haine dans le tissu de la démocratie.

L'impact du discours de haine sur les politiques de
genre et les défenseuses des femmes en Argentine

ISBN 978-987-48987-3-9

A standard linear barcode representing the ISBN 978-987-48987-3-9. Below the barcode, the numbers 9 789874 898739 are printed in a vertical orientation.